

Pouvoir d'achat :

Le nouveau plan image de l'AFP : réduire les primes photo et vidéo !

Le gag qui n'en est pas un... Alors que l'inflation flambe et que les actuelles négociations salariales entre les syndicats et la direction de l'AFP peinent déjà à trouver un moyen de soulager les salariés, cette dernière vient de mettre une idée brillante sur la table : **réduire les primes vidéo et photo pour augmenter les indemnités de fonction.** Autrement dit, prendre aux uns pour donner aux autres !



Difficile à croire et pourtant... La direction a lancé sa bombe jeudi 30 juin au matin lors d'une réunion consacrée spécifiquement à la *Rémunération des journalistes* dans le cadre d'un cycle de discussions visant surtout à « *mettre de la cohérence* » (dixit la direction) dans le maquis des primes à l'AFP.

Indemnités de fonction (chefs), prime d'alignement, indemnité de sujétion (astreintes), prime photo, prime vidéo, indemnité « *bicompétence* » (journalistes texte réalisant des vidéos), etc. Tous les éléments variables du salaire des journalistes seront mis sur la table. (A ne pas confondre avec les primes des « primes et promotions »¹.)

Trouver de l'argent pour susciter des vocations

D'un côté, les syndicats réclamaient depuis des années l'ouverture de ces « discussions », notamment *SUD*, car certaines primes ou indemnités sont trop faibles, n'ont jamais été réévaluées ou bien parce que les modalités d'attribution sont parfois opaques ou injustes.

SUD avait par exemple déjà réclamé, en vain, la pérennisation de la prime vidéo qu'un JRI ou un éditeur vidéo peut perdre à cause de la mobilité, s'il doit partir sur un poste de journaliste texte. *SUD* demandait une pérennisation similaire à celle dont bénéficie un encadrant qui, lui, peut pérenniser partiellement sa prime de fonction au bout de 3 ou 5 ans dans son poste.

De son côté, la direction s'est dite intéressée par l'idée de revoir l'architecture des primes, surtout pour les indemnités de fonction inscrites dans **l'accord d'entreprise de 2017**² jugées trop faibles pour attirer des candidats aux postes d'encadrement... Avec 100 euros par mois pour un chef de vacation ou 150 euros pour un adjoint au chef de desk, ou même 250 euros pour un adjoint au redchef vidéo, il est certain que ces postes ne font pas rêver pour leurs salaires ! (NB: toutes les sommes indiquées dans ce communiqué sont en « brut »)

JRI et photographes, victimes de la « cohérence »

Une discussion constructive aurait donc pu s'ouvrir jeudi matin... Mais patatras, la direction nous explique qu'il ne faut pas s'attendre à une augmentation du budget primes, faute d'argent, et que donc si des primes augmentent, alors d'autres

¹ Les primes des « primes et promotions » récompensent certains salariés « méritants ». Il s'agit de primes accordées chaque année en mars, à quelques salariés choisis avec soin par la direction pour les récompenser (182 bénéficiaires en 2021, sur plus de 1.200 salariés de « statut siège »). Vous pouvez la recevoir une fois ou plus dans votre carrière... ou jamais ! C'est au bon vouloir de vos chefs et de la direction.

² Cf. Le « Grand Accord » a 5 ans – Quel bilan ? – Communiqué *SUD* - <http://u.afp.com/GA2017>

doivent baisser ! Et de désigner ouvertement les victimes : les photographes, les JRI et les éditeurs vidéo...

Car leurs primes semblent faire des jaloux : 467 euros de prime photo et 322 euros de prime vidéo (161 euros pour la qualification « montage » et/ou 161 euros pour la qualification « tournage »).

Les différences avec le texte sont « énormes », s'exclame la direction pour qui il faudrait donc « ouvrir le débat » pour voir si ces primes sont « cohérentes » avec celles des journalistes texte, ou même « s'il est nécessaire de maintenir ces primes » ou encore débattre de leur « utilité »...

Mais attention, à ce stade, ce n'est pas une proposition, « rien n'est chiffré », ce sont des « pistes », tient à rassurer la direction devant la stupeur de certains syndicats.

Et après un début de tollé, la direction se veut apaisante : ceux qui perçoivent actuellement les primes vidéo ou photo pourraient les garder telles quelles... et seuls les nouveaux entrants seront concernés par la baisse de la prime.

Sacrifier les futurs entrants ?

En somme, cela conduirait à créer un groupe fermé comme cela a été le cas avec l'accord d'entreprise de 2017 quand la direction a réussi à convaincre certains de saborder des acquis en les maintenant pour ceux qui étaient déjà dans l'entreprise mais en sacrifiant les générations futures.

Bref, une proposition qui - même au stade de l'idée ou du vague projet - est scandaleuse et intolérable.

Les photographes et les JRI ne doivent pas payer les pots cassés pour un système de primes défaillant et mal négocié en 2017 et que les signataires de l'accord d'entreprise tentent désespérément de « corriger » depuis 5 ans.

Même si leurs primes peuvent paraître élevées, elles ne sont pas « incohérentes » avec la charge de travail et la pénibilité de leurs professions : à faire souvent des centaines de kilomètres de route par semaine pour aller en reportage, à passer des heures dehors, sous la pluie ou le soleil, pour une planque de plusieurs heures, à porter des charges lourdes (trépied, caméra, matériel de transmission ou sac photo avec plusieurs objectifs), sans compter les risques lors des manifestations violentes...

Ces primes n'ont pas été créées en 2017 pour leur faire plaisir. Elles sont le résultat de négociations bien plus anciennes (« primes de sac » chez les photographes, prime vidéo pour compenser les différences de salaires avec l'audiovisuel à l'époque) et ce sont des acquis non négociables. Si les chefs ne sont pas assez bien rémunérés pour leur travail, que la direction revalorise leurs primes de fonction mais sans toucher à celles des autres !

Pour SUD, ce probable *ballon d'essai* de la direction doit être abattu immédiatement et jeté aux oubliettes. Il n'est pas question de jouer (encore une fois !) une catégorie contre une autre, au prétexte que l'agence n'a pas « beaucoup de moyens ».

Le PDG de l'AFP avait fait du « plan image », son principal axe de développement stratégique. Alors il ferait mieux de bien traiter ceux qui rendent ce projet tous les jours possible, et qui ont déjà fait de l'AFP une agence photo et vidéo mondiale et incontournable.

Paris, le 30 juin 2022

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

Sud
AGENCE FRANCE PRESSE